

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 89 — 614

**5 JANVIER 1989. — Arrêté de l'Exécutif flamand  
modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1981 déterminant en ce qui concerne la Communauté flamande,  
les conditions d'agrément et de subvention des centres d'accueil**

L'Exécutif flamand,

Vu la loi spéciale du 30 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, II;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1981 déterminant en ce qui concerne la Communauté flamande, les conditions d'agrément et de subvention des centres d'accueil, modifié par les arrêtés de l'Exécutif flamand des 24 juillet 1985 et 27 janvier 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 1988;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, donné le 23 décembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de répondre sans délai aux besoins du secteur en ajustant les subventions-traitements conformément à la programmation sociale;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1er.** Dans l'arrêté royal du 30 octobre 1981 déterminant en ce qui concerne la Communauté flamande, les conditions d'agrément et de subvention des centres d'accueil, modifié par les arrêtés de l'Exécutif flamand des 24 juillet 1985 et 27 janvier 1988, les montants visés à l'article 5, § 1er, sont modifiés comme suit :

1° 715 000 F devient 731 000 F;

2° 590 000 F devient 606 000 F.

L'indice pivot en vigueur au 1er janvier 1986, visé au § 2 est remplacé par le 1er avril 1988.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er juillet 1988.**Art. 3.** Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 5 janvier 1989.

Le Président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,

J. LENSSSENS

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 615

**20 DÉCEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public  
en matière de production et de distribution d'eau**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 1er décembre 1988, relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du membre de l'Exécutif régional wallon ayant le Budget dans ses compétences;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 8 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la mise en œuvre du programme triennal en exécution du décret du 1er décembre 1988 doit débiter immédiatement pour permettre la réalisation des investissements prévus pour la première année du programme triennal;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Eau, des Pouvoirs locaux et des Travaux subsidés,

Arrête :

## CHAPITRE Ier. — Généralités

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon qui a dans ses attributions les matières visées à l'article 6, § 1er, V, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988.

— « Distributeur d'eau » : les communes, associations de communes et autres personnes de droit public acceptées par l'Exécutif en vue de la production et de la distribution d'eau.

— « Décret » : le décret régional wallon du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public.

## CHAPITRE II. — *Plan directeur et programme triennal*

**Art. 2.** Le distributeur d'eau est tenu d'élaborer un plan directeur des investissements à long terme. En outre, conformément à l'article 3 du décret, ce plan directeur des investissements doit comprendre un programme triennal.

**Art. 3.** Le plan directeur comprend une note explicative sur :

- 1<sup>o</sup> l'état des réseaux;
- 2<sup>o</sup> la mise en évidence des synergies afin d'éviter les doubles emplois dans les programmes d'investissements.

**Art. 4.** Les investissements visés à l'article 3 du décret sont :

1<sup>o</sup> les travaux de premier établissement et d'amélioration de réseaux, de centres de production et de traitement d'eau potable, de construction des bâtiments et des ouvrages d'art nécessaires au bon fonctionnement de la distribution d'eau potable;

2<sup>o</sup> le premier établissement ou l'amélioration des équipements électromécaniques, les raccordements électriques haute et basse tension des ouvrages visés au 1<sup>o</sup>, les installations de mesures, de signalisation, de commande et de transmission;

3<sup>o</sup> les décharges, les chemins d'accès et les clôtures des terrains sur lesquels sont construits les ouvrages visés au 1<sup>o</sup>;

4<sup>o</sup> le coût des biens immeubles strictement nécessaires pour l'exécution des travaux à concurrence de la valeur fixée par le comité d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, ou, à défaut, par le receveur de l'enregistrement, majorés des indemnités éventuelles;

5<sup>o</sup> les études géotechniques et hydrogéologiques nécessaires en vue de l'exécution des travaux décrits ci-avant;

6<sup>o</sup> les travaux de renforcement, de remaniement, de déplacements imposés par un pouvoir public, ainsi que les travaux économiquement justifiés de remplacement, de rénovation et de réhabilitation des installations existantes;

7<sup>o</sup> les révisions de prix sur les travaux à subventionner dues par le maître de l'ouvrage en vertu des dispositions légales et réglementaires;

8<sup>o</sup> les travaux exécutés au-delà des quantités prévues dans les métrés et devis estimatifs, plafonnés à 10 p.c. du montant total du marché ou, dans le cadre des travaux en régie du devis estimatif hors T.V.A.;

9<sup>o</sup> les études de projet, les frais d'adjudication, de surveillance, de réception des matériaux, les frais d'actes authentiques et des géomètres experts. Ces frais seront toutefois limités forfaitairement à 5 p.c. du montant des travaux à subventionner;

10<sup>o</sup> les extensions de réseaux de distribution d'eau. Les montants à subventionner ne pourront toutefois être supérieurs à F 60 000 hors T.V.A. par habitation particulière à raccorder, F 200 000 hors T.V.A. par ferme;

11<sup>o</sup> le coût supplémentaire des travaux résultant de la faillite de l'adjudicataire, dans la mesure où ils ne peuvent être récupérés auprès de la faillite;

12<sup>o</sup> les travaux supplémentaires dus à l'équipement en bornes d'incendie des réseaux nouveaux ou à renouveler.

**Art. 5.** Ne peuvent donner lieu à subventions :

1<sup>o</sup> la partie des raccordements particuliers à la distribution d'eau en dehors du domaine public, y compris l'acquisition et le placement des compteurs et de leurs accessoires;

2<sup>o</sup> les travaux d'entretien et de conservation ainsi que les travaux de renouvellement résultant d'un manque d'entretien des ouvrages;

3<sup>o</sup> les fournitures et les travaux d'équipement présentant un caractère purement esthétique et qui ne sont pas indispensables à la sécurité ou à une exploitation rationnelle, économique et efficace des installations, sauf, s'ils sont imposés par des prescriptions légales;

4<sup>o</sup> les intérêts de retard et les autres indemnités dus à l'adjudicataire du chef du non-paiement dans les délais prévus ou de manquements imputables au maître de l'ouvrage;

5<sup>o</sup> les travaux dont le coût n'excède pas F 500 000 hors T.V.A., à l'exception des marchés de gré à gré permettant l'exécution d'un marché subsidié.

**Art. 6.** Le programme triennal comprend :

1<sup>o</sup> la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage approuve le programme et sollicite les subventions;

2<sup>o</sup> les priorités envisagées;

3<sup>o</sup> pour chaque investissement, une notice explicative permettant d'apprécier l'opportunité, le dimensionnement des travaux à réaliser et une estimation des coûts;

4<sup>o</sup> les comptes d'exploitation du maître de l'ouvrage relatifs à la production et la distribution d'eau pour les trois dernières années;

5<sup>o</sup> la copie des procès-verbaux des contrôles de qualité de l'eau au cours des trois dernières années;

6<sup>o</sup> la copie de la notification aux communes concernées, du projet du plan triennal;

7<sup>o</sup> la copie de la convention-typé régissant les rapports entre le distributeur d'eau et l'utilisateur.

CHAPITRE III. — *Introduction des demandes de subventions*

**Art. 7.** Les demandes de subventions doivent comprendre en copie conforme :

- 1° la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage approuve le projet et sollicite les subventions;
- 2° le cahier spécial des charges conforme au cahier de charge-type en vigueur en Région wallonne dans le domaine de la distribution d'eau;
- 3° le devis estimatif des travaux (y compris les essais nécessaires);
- 4° une note explicative du mode de détermination des postes essentiels du devis estimatif des prix unitaires;
- 5° la convention conclue entre le maître de l'ouvrage et l'auteur de projet;
- 6° en cas d'acquisition de biens immobiliers, un extrait du plan cadastral et une estimation de leur valeur, par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement, en distinguant coût de l'immeuble et coût du terrain;
- 7° une copie du plan triennal reprenant les investissements autres que ceux projetés en matière de distribution d'eau;
- 8° copie de la notification du plan triennal approuvé aux communes concernées.

CHAPITRE IV. — *Calcul des subventions*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du décret, pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est celui du devis estimatif des travaux où, en cas d'acquisition d'immeubles, le montant de l'estimation établie par le Comité d'acquisition d'immeubles ou par le receveur de l'enregistrement.

§ 2. Pour les investissements visés à l'article 4 et exécutés en régie, entrent en ligne de compte pour le calcul de la subvention :

- 1° la fourniture des matériaux;
- 2° les frais de transport;
- 3° les frais de location du gros matériel nécessaire à l'exécution des travaux, suivant les barèmes légaux;
- 4° le coût dûment justifié des travaux exécutés par les sous-traitants;
- 5° les frais de main-d'œuvre, sur chantier et en atelier en ce compris les traitements, les salaires et les frais de déplacement du personnel, à l'exclusion des frais relatifs au personnel de direction;
- 6° les frais généraux de chantier dans la mesure où ils sont dûment justifiés et où ils ne dépassent pas 10 p.c. de ce qui précède;
- 7° les frais généraux limités forfaitairement à 5 p.c. de ce qui précède.

**Art. 9.** Le montant de la subvention des investissements mentionnés à l'article 4 du présent arrêté est égal à 60 p.c. du montant établi conformément à l'article 8 et est arrondi au millier de francs inférieur.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où les travaux bénéficient de subventions ou d'interventions financières autres que celles de la Région, les subventions régionales sont limitées de manière telle que le montant cumulé des subventions, ne puisse dépasser 90 p.c. du montant du coût des travaux, établi conformément au présent arrêté.

§ 2. Dans les cas où les travaux bénéficient de subventions ou d'interventions financières de la Région, autres que celles prévues dans le cadre du présent arrêté, les subventions prévues dans le cadre du présent arrêté sont limitées de manière telle que le montant cumulé des subventions ne puisse dépasser 90 p.c. du montant du coût des travaux, établi conformément au présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Adjudication*

**Art. 11.** Le dossier relatif à l'attribution du marché comprend la copie certifiée conforme des documents suivants :

- 1° la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage arrête la date d'ouverture des soumissions et, le cas échéant, la liste des entreprises à consulter;
- 2° le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- 3° les soumissions déposées;
- 4° le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;
- 5° la délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage désigne l'adjudicataire;
- 6° l'attestation établissant que le demandeur dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;
- 7° le cas échéant, les permis requis par l'arrêté du 14 mai 1984 de l'Exécutif régional wallon portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire applicables à la Région wallonne et par le titre 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Régent du 11 février 1946 relatif au régime des établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes.

CHAPITRE VI. — *Exécution des travaux*

**Art. 12.** En dehors des ajustements prévus à l'article 4, 8°, les modifications et extensions des marchés doivent être approuvées par le Ministre.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Une avance correspondant à 90 p.c. de la subvention promise éventuellement rectifiée conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du décret, peut-être liquidée au distributeur d'eau sur base d'un état d'avancement qui prouvera l'exécution d'au moins 40 p.c. des travaux subventionnés.

§ 2. Le solde est liquidé sur présentation du décompte final.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

**Art. 14.** L'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues, est abrogé en ce qui concerne les travaux de distribution d'eau subventionnés en Région wallonne.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux qui ont déjà bénéficié d'une promesse de principe postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1986 et qui seraient repris dans le programme triennal, ne feront plus l'objet d'un examen technique lors de l'instruction du dossier du plan triennal.

§ 2. Les projets qui ont bénéficié d'une promesse ferme sur base de l'arrêté du Regent du 2 juillet 1949, restent soumis à la procédure instaurée par cet arrêté. Néanmoins, les articles 4 et 5 du présent arrêté leur sont applicables.

#### CHAPITRE VIII. — Exécution et entrée en vigueur

**Art. 16.** Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Namur, le 20 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. COOLS

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 615

**20. DEZEMBER 1988.** — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Subventionen, die von der Wallonischen Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen in Sachen Wasserbereitung und Wasserversorgung gewährt werden

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Verwendung der Subventionen;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Mitglieds der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3. § 1. abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1980;

In der Erwägung, daß das Dreijahresprogramm in Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 sofort durchgeführt werden muß, damit die für das erste Jahr des Dreijahresprogramms vorgesehenen Investitionen getätigt werden können;

Auf Vorschlag des Ministers, der mit dem Wasser, der Lokalen Behörden und den Bezugsnehmern Arbeiten beauftragt ist,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Allgemeines

**Artikel 1.** Im Sinne dieses Erlasses versteht man unter :

— « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die in Artikel 6, § 1, VIII, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es abgeändert worden ist, erwähnten Angelegenheiten gehören.

— « Wasserversorger » : die Gemeinden, Gemeindevereinigungen und die anderen von der Exekutive im Hinblick auf die Wasserbereitung und die Wasserversorgung anerkannten öffentlichrechtlichen Personen.

— « Dekret » : Das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Regionalexekutive für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden.

#### KAPITEL II. — Leitplan und Dreijahresprogramm

**Art. 2.** Der Wasserversorger ist verpflichtet, einen Leitplan für die langfristigen Investitionen zu erstellen. Ferner muß dieser Leitplan, Artikel 3 des Dekrets entsprechend, ein Dreijahresprogramm umfassen.

**Art. 3.** Der Leitplan umfaßt eine Erläuterungsnotiz über :

1<sup>o</sup> den Zustand der Netze;

2<sup>o</sup> die Hervorhebung der Synergismen um die unnötigen Wiederholungen in den Investitionsprogrammen zu vermeiden.

**Art. 4.** Die in Artikel 3 des Dekrets erwähnten Investitionen sind :

1<sup>o</sup> die Arbeiten zur ersten Anlage und zur Verbesserung von Netzen, von Trinkwasserproduktions- und Trinkwasseraufbereitungszentren, zur Errichtung der Gebäude und Bauwerke, die für den guten Ablauf der Trinkwasserversorgung notwendig sind ;

2<sup>o</sup> die erste Anlage oder die Verbesserung der elektromechanischen Ausrüstungen, der Anschluß der unter 1<sup>o</sup> erwähnten Bauwerke an das Hochspannungs- und Niederspannungsnetz, die Meß-, Warn-, Steuer- und Übertragungsanlagen;

3° die Deponien, die Zufahrten und die Umzäunungen der Grundstücke, auf denen die unter 1° aufgeführten Bauwerke errichtet sind;

4° die Kosten der nur für die Ausführung der Arbeiten notwendigen unbeweglichen Güter in Höhe des vom Immobilienerwerbsausschuß oder, bei Fehlen eines solchen, vom Einnehmer der Einregistrierung für die Rechnung des Staates festgelegten Werts, zuzüglich der etwaigen Vergütungen;

5° die geotechnischen und hydrogeologischen Studien, die für die Ausführung der oben genannten Arbeiten notwendig sind;

6° die Verstärkungs-, die Nachbesserungs- und die Verlagerungsarbeiten, die von einer öffentlichen Behörde gefordert werden, sowie die wirtschaftlich begründeten Ersatz-, Erneuerungs- und Sanierungsarbeiten an den bestehenden Anlagen;

7° die Neufeststellung der Preise für die zu bezuschußenden Arbeiten, die vom Bauherrn aufgrund der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften durchzuführen ist;

8° die Arbeiten, die über die in den Massenermittlungen und Kostenvoranschlägen vorgesehenen Mengen hinaus ausgeführt worden sind, begrenzt auf 10 Pzt. des Gesamtbetrags des Auftrags oder, im Rahmen von in Regiebetrieb ausgeführten Arbeiten, des Kostenvoranschlags exkl. MWSt;

9° die Studien über Vorhaben, die Ausschreibungs-, die Überwachungskosten, die Kosten der Entgegennahme von Materialien, der beglaubigten Urkunden und die Kosten der Landvermesser. Diese Kosten werden jedoch pauschal auf 5 Pzt. des Betrags der zu bezuschußenden Arbeiten begrenzt;

10° die Erweiterung von Wasserversorgungsnetzen. Die zu bezuschußenden Beträge dürfen jedoch 60 000 Franken exkl. MWSt pro anzuschließende Einzelwohnung und 200 000 Franken exkl. MWSt pro Hof nicht überschreiten;

11° die zusätzlichen Kosten der Arbeiten, die in Zusammenhang mit dem Konkurs des Erstehers stehen, soweit sie bei der Konkursmasse nicht begetrieben werden können;

12° die zusätzlichen Arbeiten in Zusammenhang mit dem Anbringen von Feuerlöschwasserständern an den neuen bzw. zu erneuernden Netzen.

**Art. 5.** Werden für Subventionen nicht berücksichtigt :

1° das Teil der privaten Anschlüsse an die Wasserversorgung außerhalb des öffentlichen Netzes, einschließlich des Erwerbs und des Anbringens der Zähler und ihres Zubehörs;

2° die Instandhaltungs- und die Erhaltungsarbeiten, sowie die Erneuerungsarbeiten, die auf mangelnde Instandhaltung der Bauwerke zurückzuführen sind;

3° die Lieferungen und die Arbeiten in bezug auf Ausrüstungen, die einen rein esthetischen Charakter haben und die für die Sicherheit oder für eine vernünftige, wirtschaftliche und effiziente Bewirtschaftung der Anlagen nicht notwendig sind, außer wenn sie aufgrund gesetzlicher Vorschriften erforderlich sind;

4° die Verzugszinsen und die anderen Vergütungen, die dem Ersterer wegen Nichtzahlung innerhalb der vorgesehenen Fristen oder wegen Unterlassungen des Bauherrn geschuldet sind ;

5° die Arbeiten, deren Kosten 500 000 Franken exkl. MWSt nicht übersteigen, die freihändigen Aufträge, die die Ausführung eines bezuschußten Auftrags ermöglichen, davon ausgenommen.

**Art. 6.** Das Dreijahresprogramm umfaßt :

1° den Beschluß, durch den der Bauherr das Dreijahresprogramm genehmigt und die Subventionen beanträgt;

2° die berücksichtigten Prioritäten;

3° für jede Investition, eine Erläuterungsnotiz, durch die die Zweckmäßigkeit, das Maß der Auszuführenden Arbeiten und die Kosten abgeschätzt werden können;

4° die Betriebsrechnungen des Bauherrn hinsichtlich der Wasserbereitung und -versorgung im Laufe der drei letzten Jahre;

5° die Abschrift der Protokolle über die Kontrollen der Qualität des Wassers im Laufe der drei letzten Jahre;

6° die Abschrift der Benachrichtigung des Projekts des Dreijahresprogramms an die betreffenden Gemeinden;

7° die Abschrift der Mustervereinbarung, die die Beziehungen des Wasserversorgers zu dem Verbraucher regelt.

### KAPITEL III

**Art. 7.** Die Subventionsanträge umfassen in beglaubigter Abschrift :

1° den Beschluß, durch den der Bauherr das Projekt genehmigt und die Subventionen beanträgt;

2° das Sonderlastenheft, das dem in der Wallonischen Region geltenden Musterlastenheft in Sachen Wasserbereitung und Wasserversorgung entspricht;

3° den Kostenvoranschlag der Arbeiten (einschließlich der notwendigen Prüfungen);

4° eine Erläuterungsnotiz über die Bestimmungsweise der wesentlichen Posten des Kostenvoranschlags der Einzelpreise;

5° die zwischen dem Bauherrn und dem Projektautor abgeschlossene Vereinbarung;

6° bei Erwerb von Immobiliengütern, einen Auszug aus dem Katasterplan und eine durch den Immobilienerwerbsausschuß oder den Einnehmer der Einregistrierung durchgeführte Schätzung ihres Werts, wobei der Preis des Gebäudes vom Preise des Grundstücks unterschieden wird;

7° eine Abschrift des Dreijahresplans, auf der die Investitionen, die nicht zu den in Sachen Wasserversorgung geplanten Investitionen gehören, erwähnt werden;

8° eine Abschrift der Benachrichtigung des genehmigten Dreijahresplans an die betreffenden Gemeinden.

### KAPITEL IV. — Berechnung der Subventionen

**Art. 8. § 1.** Unbeschadet der Anwendung von Artikel 9, § 1 des Dekrets gilt der Betrag des Kostenvoranschlags der Arbeiten oder, bei Erwerb von Gebäuden, der Betrag der vom Immobilienerwerbsausschuß oder vom Einnehmer der Einregistrierung durchgeführte Schätzung, als zwecks Berechnung der Subvention zu berücksichtigender Betrag.

**§ 2.** Für die in Artikel 4, erwähnten und im Regiebetrieb ausgeführten Investitionen wird zwecks Berechnung der Subvention folgendes berücksichtigt :

1° die Lieferung der Materiale;

2° die Transportspesen;

3° die Vermietungskosten des großen Materials, das für die Ausführung der Arbeiten notwendig ist, gemäß den gesetzlichen Sätzen;

4° die gebührend begründeten Kosten der von den Subkontraktoren ausgeführten Arbeiten;

5° die Kosten der Arbeitskräfte auf dem Bauplatz und in der Werkstatt, einschließlich der Gehälter, Löhne und der Reisekosten des Personals, wobei die Kosten in bezug auf das Leitungspersonal ausgeschlossen sind;

6° die allgemeinen Baukosten, soweit sie gebührend begründet sind und 10 Pzt. des oben bestimmten nicht übersteigen;

7° die auf einer pauschalen Grundlage auf 5 Pzt. des oben bestimmten begrenzten allgemeinen Kosten.

**Art. 9.** Die Höhe der Subvention der in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Investitionen entspricht 60 Pzt. des in Anwendung von Artikel 8 ermittelten Betrags und wird auf die oberen Tausend Franken aufgerundet.

**Art. 10. § 1.** Im Falle, daß die Arbeiten Subventionen oder finanzielle Beihilfen, anders als die der Region, in Anspruch nehmen, werden die regionalen Subventionen derart begrenzt, daß der kumulierte Betrag der Subventionen 90 Pzt. der in Anwendung des vorliegenden Erlasses ermittelten Kosten der Arbeiten nicht übersteigen kann.

§ 2. Im Falle, daß die Arbeiten Subventionen oder finanzielle Beihilfen der Region, anders als diejenige, die im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährt werden, in Anspruch nehmen, werden die im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Subventionen derart begrenzt, daß der kumulierte Betrag der Subventionen 90 Pzt. des Betrags der in Anwendung des vorliegenden Erlasses ermittelten Kosten der Arbeiten nicht übersteigen kann.

#### KAPITEL V. — Ausschreibung

**Art. 11.** Die Akte über die Zuerteilung des Auftrags enthält die beglaubigte Abschrift folgender Unterlagen :

1° der Beschluß, durch den der Bauherr den Tag der Eröffnung der Submissionen und gegebenenfalls die Liste der anzusprechenden Unternehmen festlegt;

2° das Protokoll der Submissionseröffnung;

3° die eingereichten Submissionen;

4° der vom Projektautor erstellte Bericht über die Zuerteilung des Auftrags;

5° der begründete Beschluß, durch den der Bauherr den Ersteher bezeichnet;

6° der Beleg, der bescheinigt, daß der Antragsteller über alle Grundstücke, die für die Ausführung der Arbeiten notwendig sind, verfügt;

7° gegebenenfalls die Genehmigungen, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1984 zur Kodifizierung der in der Wallonischen Region geltenden gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften in Sachen, Städtebau und Raumordnung und aufgrund von Titel I des Regentschaftserlasses vom 11. Februar 1946 zur Regelung der als gefährlich, gesundheitsschädlich und störend eingestuften Einrichtungen vorgeschrieben sind.

#### KAPITEL VI. — Ausführung der Arbeiten

**Art. 12.** Neben den in Artikel 4 Punkt 8 vorgesehenen Berichtigungen müssen die Änderungen und die Erweiterungen der Aufträge vom Minister gutgeheißen werden.

**Art. 13. § 1.** Ein Vorschuß, der 90 Pzt. der zugesagten, gegebenenfalls nach Artikel 9, § 1, des Dekrets berichtigten Subventionen entspricht, kann dem Wasserversorger auf der Grundlage eines Berichts über den erreichten Stand, der die Ausführung von mindestens 40 Pzt. der bezuschuften Arbeiten beweisen wird, ausgezahlt werden.

§ 2. Der Restbetrag wird gegen Vorlage der Endabrechnung ausgezahlt.

#### KAPITEL VII. — Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen

**Art. 14.** Der Regentschaftserlaß vom 2. Juli 1949 über die Beteiligung des Staates in Sachen Bezuschussung der Ausführung von Arbeiten durch die Provinzen, Gemeinden, Gemeindevereinigungen, Sozialhilfeausschüsse, Kirchenvorstände, Poldervereinigungen oder Wassergenossenschaften wird hinsichtlich der bezuschuften Wasserversorgungsarbeiten in der Wallonischen Region aufgehoben.

**Art. 15. § 1.** Die technische Seite der Arbeiten, für welche eine grundsätzliche Zusage nach dem 1. Januar 1986 erteilt worden ist und die in dem Dreijahresprogramm aufgeführt sind, wird bei der Bearbeitung der Akte bezüglich des Dreijahresprogramms nicht mehr überprüft.

§ 2. Projekte, für welche eine feste Zusage aufgrund des Regentschaftserlasses vom 2. Juli 1949 erteilt worden ist, unterliegen dem durch diesen Erlaß eingeführt Verfahren weiter. Für sie haben Artikel 4 und 5 des vorliegenden Erlasses jedoch Geltung.

#### KAPITEL VIII. — Durchführung und Inkrafttretung

**Art. 16.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 17.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

Namür, den 20. Dezember 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALE GEWEST

N. 89 — 615

20 DECEMBER 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut inzake waterproductie en watervoorziening

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van subsidies;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het advies van het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de toepassing van het driejarenprogramma in uitvoering van het decreet van 1 december 1988 onmiddellijk moet beginnen ten einde de door de eerste tranche van het driejarenprogramma voorziene investeringen kunnen worden verwezenlijkt;

Op de voordracht van de Minister belast met Water, Lokale Besturen en Gesubsidieerde Werken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *In het Algemeen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de materies bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, behoren.

— « Waterbezorger » : de gemeenten, verenigingen van gemeenten en de andere publiekrechtelijke personen erkend door de Executieve met het oog op waterproductie en watervoorziening.

— « Decreet » : het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut.

HOOFDSTUK II. — *Structuurplan en driejarenprogramma*

**Art. 2.** De waterbezorger wordt ertoe gehouden een structuurplan van de investeringen op lange termijn op te maken. Bovendien moet overeenkomstig artikel 3 van het decreet, dit structuurplan van de investeringen een driejarenprogramma omvatten.

**Art. 3.** Het structuurplan omvat een verklarende nota over :

1° de staat van de watervoorzieningsnetten;

2° het bestaan van synergismes ten einde dubbel gebruik in de investeringsprogramma's te vermijden.

**Art. 4.** De in artikel 3 van het decreet bedoelde investeringen zijn :

1° de werken van eerste vestiging en de verbeteringswerken aan de voorzieningsnetten, aan de produktie- en handelingscentra van drinkwater, de werken die betrekkingen hebben op de bouw van gebouwen en kunstwerken die voor de goede werking van drinkwatervoorziening nodig zijn;

2° de eerste vestiging of de verbetering van electromechanische uitrustingen, de hoog- en laagspanning elektrische verbindingen van de in punt 1° bedoelde uitrustingen, de meet-, signalisatie-, bedienings- en uitzendingsinrichtingen;

3° de stortplaatsen, toegangswegen tot en afsluitingen van terreinen waarop de in punt 1° bedoelde kunstwerken worden gebouwd;

4° de kosten van de onroerende goederen die voor de uitvoering van de werken strikt noodzakelijk zijn, ten belope van de voor de Staat, door het Aankoopcomité van onroerende goederen of, bij gebreke ervan, door de ontvanger van de Registratie vastgestelde waarde, verhoogd met de eventuele vergoedingen;

5° de geotechnische en hydrogeologische onderzoeken die met het oog op de uitvoering van de hierboven beschreven werken noodzakelijk zijn;

6° de door de overheid opgelegde versterkings-, reconstructie- en verplaatsingswerkzaamheden, alsmede de economisch verantwoorde vervangings-, hernieuwings- en herstelwerkzaamheden van de bestaande installaties;

7° de prijsherzieningen voor de te subsidiëren werken die door de opdrachtgever krachtens wettelijke en reglementaire bepalingen verschuldigd zijn;

8° de werken uitgevoerd boven de hoeveelheden voorzien in de begrotingsopmetingen en in de kostenramingen, beperkt tot 10 pct. van het totale bedrag van de opdracht of, in het kader van de in regie uitgevoerde werken, van de kostenraming, exclusief BTW;

9° de ontwerpstudies, de aanbestedings- en de bewakingskosten, de kosten voor levering van bouwstoffen, voor het opmaken van authentieke akten en het honorarium van landmeters-experts. Die kosten zijn echter forfaitair beperkt tot 5 pct. van het bedrag van de te subsidiëren werken;

10° de uitbreidingen van watervoorzieningsnetten. De te subsidiëren bedragen kunnen echter niet meer bedragen dan F 60 000, exclusief BTW per te verbinden privéwoning en F 200 000, exclusief BTW, per boerderij;

11° de aanvullende kosten van de werken voortkomende uit het faillissement van de aannemer, voor zover die werken niet bij de failliete boedel kunnen worden verhaald;

12° de aanvullende werken ten gevolge van het plaatsnemen van brandkranen langs nieuwe of te hernieuwen wegennetten.

**Art. 5.** Genieten niet van de subsidie :

1° het gedeelte van privéverbindingen met het watervoorzieningsnet buiten het openbare domein, met inbegrip van de huur en van het plaatsen van watermeters en hun toebehoren;

2° de onderhouds- en instandhoudingswerkzaamheden alsmede de hernieuwingswerken ten gevolge van een gebrek aan onderhoud van de constructies;

3° de leveringen van uitrustingen en de uitrustingswerken die alleen een esthetisch karakter hebben en die voor de veiligheid of voor een rationele, economische en doeltreffende exploitatie van de inrichtingen niet noodzakelijk zijn, behalve indien zij door wettelijke bepalingen worden opgelegd;

4° de verwijjinteressen en de andere vergoedingen verschuldigd door de aannemer uit hoofde van niet-betaling binnen de bepaalde termijnen of uit hoofde van tekortkomingen van de opdrachtgever;

5° de werken waarvan de kosten F 500 000, exclusief BTW niet overschrijden, met uitsluiting van onderhandse opdrachten die de uitvoering van een gesubsidieerde opdracht mogelijk maken.

**Art. 6.** Het driejarenprogramma omvat :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever het programma aanneemt en om de subsidies vraagt;

2° de geplande prioriteiten;

3° voor iedere investering, een verklarende nota die toelaat de geschiktheid, de dimensionering van de uit te voeren werken alsmede een kostenraming te beoordelen;

4° de exploitatierekeningen van de opdrachtgever voor de waterproduktie en de watervoorziening tijdens de drie laatste jaren;

5° het afschrift van de processen-verbaal van de controles tijdens de laatste drie jaren verricht op de kwaliteit van het water;

6° het afschrift aan de betrokken gemeenten van de betekening van het driejarige plan;

7° het afschrift van de type-overeenkomst die de verhoudingen tussen de waterbezorger en de gebruiker regelt.

**HOOFDSTUK III. — Indiening van de subsidieaanvragen****Art. 7.** De aanvragen om subsidies moeten als eensluidend verklaard afschrift omvatten :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever het ontwerp aanneemt en om de subsidies vraagt;

2° het bestek conform de type-aannemingsvoorwaarden die in het Waalse Gewest inzake watervoorziening van toepassing zijn;

3° de kostenraming van de werken (met inbegrip van de nodige proeven);

4° een verklarende nota over de wijze waarop de belangrijke rubrieken van de kostenraming van de eenheidsprijzen worden bepaald;

5° de overeenkomst tussen de opdrachtgever en de ontwerper;

6° in geval van aankoop van onroerende goederen, een uittreksel van het kadastrale plan en een raming van de waarde ervan verricht door het Aankoopcomité van onroerende goederen of de ontvanger van de registratie, die de kosten van het gebouw en de kosten van het terrein afzonderlijk vermeldt;

7° een afschrift van het driejarenprogramma dat de investeringen anders dan de geplande investeringen inzake watervoorziening vermeldt;

8° een afschrift van de betekening aan de betrokken gemeenten van het driejarenprogramma.

**HOOFDSTUK IV. — Berekening van de subsidies**

**Art. 8. § 1.** Onverminderd de toepassing van artikel 9, § 1, van het decreet is het bedrag dat voor de berekening van de subsidie in acht moet worden genomen, het bedrag van de kostenraming of, in geval van aankoop van onroerende goederen, het bedrag van de door het Aankoopcomité van onroerende goederen of door de ontvanger van de registratie opgemaakte raming.

§ 2. Voor de in artikel 4 bedoelde investeringen, welke in regie worden uitgevoerd, komen in aanmerking voor de berekening van de subsidie :

1° de levering van bouwstoffen;

2° de vervoerkosten;

3° de huurkosten van groot materieel voor de uitvoering van de werken, volgen de wettelijke tarieven;

4° de behoorlijk bewezen kosten van de door onderaannemers uitgevoerde werken;

5° de arbeidskosten op de werf en in de werkplaats, inclusief wedden, lonen en verplaatsingskosten van het personeel, met uitsluiting van de kosten van het directiepersoneel;

6° de algemene werfkosten voor zover zij behoorlijk bewezen worden en zij niet meer dan 10 pct. van het hierboven vermelde bedragen;

7° de algemene kosten die forfaitair beperkt zijn tot 5 pct. van het hierboven vermelde.

**Art. 9.** Het bedrag van de subsidie toegekend voor de in artikel 4 van dit besluit vermelde investeringen is gelijk aan 60 pct. van het bedrag bepaald overeenkomstig artikel 8 en wordt naar het lagere duizendtal afgerond.

**Art. 10. § 1.** Wanneer de werken andere subsidies of financiële tegemoetkomingen genieten dan die verleend door het Waalse Gewest, dan worden de gewestelijke subsidies beperkt, zodat het gecumuleerde bedrag van de subsidies de 90 pct. van de overeenkomstig dit besluit opgemaakte kosten van de werken niet kan overschrijden.

§ 2. Wanneer de werken andere subsidies of financiële tegemoetkomingen van het Gewest genieten dan die bepaald in het kader van dit besluit, dan worden de in het kader van dit besluit bepaalde subsidies beperkt zodat het gecumuleerde bedrag van de subsidies de 90 pct. van de overeenkomstig dit besluit opgemaakte kosten van de werken niet kan overschrijden.

**HOOFDSTUK V. — Aanbesteding**

**Art. 11.** Het dossier betreffende de gunning van de opdracht omvat een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende documenten :

1° de beslissing waarbij de opdrachtgever de dag van de zitting voor de opening van de inschrijvingen vaststelt en, in voorkomend geval, de lijst van de te raadplegen ondernemingen;

2° het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;



- 3° de ingediende inschrijvingen;
- 4° het door de ontwerper opgemaakte verslag over het gunnen van de opdracht;
- 5° de met redenen omklede beslissing waarmee de opdrachtgever de aannemer kiest;
- 6° het getuigschrift waarbij wordt bewezen dat de aanvrager over alle terreinen beschikt die voor de uitvoering van de werken nodig zijn;
- 7° in voorkomend geval, de vergunningen vereist door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1984 houdende codificatie van wettelijke en reglementaire bepalingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw die in het Waalse Gewest van toepassing zijn en door titel I van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 betreffende het stelsel van gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering van de werken*

**Art. 12.** Naast de in artikel 4, 8°, bedoelde aanpassingen moeten de wijzigingen en uitbreidingen aangebracht aan de opdrachten goedgekeurd worden door de Minister.

**Art. 13.** § 1. Een voorschot gelijk aan 90 pct. van de toegezegde subsidie, eventueel gecorrigeerd overeenkomstig artikel 9, § 1, van het decreet, kan aan de watervoorzieningsmaatschappij worden betaald op basis van een betalingsstaat die de uitvoering van ten minste 40 pct. van de gesubsidieerde werken zal bewijzen.

§ 2. Het saldo wordt vereffend op voorlegging van de eindrekening.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 14.** Het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatsinterventie inzake subsidies voor de uitvoering van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies voor openbare bijstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders en wateringen wordt opgeheven wat de door het Waalse Gewest gesubsidieerde werken inzake watervoorziening betreft.

**Art. 15.** § 1. De werken die al vóór 1 januari 1986 een beginselbelofte hebben genoten en die in het driejarenprogramma zouden vermeld worden, zijn vrijgesteld van een technisch examen bij het onderzoeken van het dossier van driejarenprogramma.

§ 2. De ontwerpen die overeenkomstig het besluit van de Regent van 2 juli 1949 een vaste belofte van subsidie genieten, blijven onderworpen aan de door dit besluit ingestelde procedure. De artikelen 4 en 5 van dit besluit zijn echter van toepassing op die ontwerpen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Uitvoering en inwerkingtreding*

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Namen, 20 december 1988.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

---

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 616

**23 JANVIER 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 réglant l'agrément des services médicaux du travail**

Nous Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, modifié par les lois des 17 juillet 1957, 16 janvier 1967, 17 février 1971, 16 mars 1971 et 23 janvier 1975;

Vu l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant l'approbation des titres I et II du règlement général pour la protection du travail, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux du 16 avril 1965 et du 2 août 1968;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 réglant l'agrément des services médicaux du travail, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1984 et du 19 décembre 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 mars 1988;

Sur la proposition du Ministre ayant la santé dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif en date du 25 novembre 1988,

Arrêtons :

**Article 1er.** L'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 13 juillet 1984 réglant l'agrément des services médicaux du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'article 107 du règlement général pour la protection du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

La Commission d'agrément prévue à l'article précédent est composée comme suit :

1° quatre membres choisis en fonction de leur compétence particulière dans le domaine de la médecine du travail;